

Questions orales

[Traduction]

Mais vous ne pouvez récupérer votre bureau.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

En 1985, le gouvernement a déclaré avoir vendu la société de Havilland, de Toronto, à la société Boeing pour 90 millions de dollars. En fait, Boeing n'a même pas versé un sou pour la société de Havilland et elle a obtenu en plus une somme de 60 millions de dollars. Nous avons dit, à l'époque, que c'était une mauvaise transaction et nous le croyons toujours.

Voilà que maintenant Boeing annonce la vente de la société de Havilland à deux sociétés contrôlées par le gouvernement de l'Italie et celui de la France.

Le premier ministre pourrait-il nous dire les mesures qu'il prend pour empêcher qu'une mauvaise transaction pour le Canada ne devienne une véritable catastrophe pour le Canada? Peut-il nous garantir que les travailleurs canadiens ne perdront pas ces emplois dans le domaine de la haute technologie?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je ne me lancerai certainement pas aujourd'hui dans un débat sur les chiffres qu'avance le chef de l'opposition, car ce serait très facile de réfuter ses affirmations. Je me contenterai de dire que l'Aérospatiale de France et la société Alenia d'Italie ont conclu une entente avec Boeing. Nous serons mis au courant de toute proposition soumise à Investissement Canada et, à ce moment-là, nous appliquerons les règles qui s'imposent dans le cas de transaction de ce genre. Nous pourrions alors nous prononcer sur les termes exacts du contrat.

Je demande au chef de l'opposition de suivre simplement les règles d'Investissement Canada et d'attendre que la proposition pertinente soit soumise.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer au ministre que l'on veut agir immédiatement, ne pas attendre que tout soit perdu avant que l'on puisse poser des questions. Il sait très bien que les secteurs des transports et de l'aéronautique sont importants pour l'économie canadienne, en particulier pour la province de Québec. Il devrait de

plus savoir qu'il y a des dizaines et des dizaines d'entreprises qui vendent des biens et des services à la de Havilland à Toronto. Alors, est-ce que le ministre peut nous dire sérieusement qu'il croit que les gouvernements de la France et de l'Italie vont donner une priorité aux emplois des Canadiens avant de rapatrier des emplois chez eux en Europe?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je suis toujours heureux et impatient de donner suite aux commentaires du leader de l'opposition quand il parle du secteur aérospatial au Québec. La Canadair est une autre compagnie privatisée par le gouvernement conservateur et son président pourrait assurer le leader de l'opposition qu'il s'agit d'une magnifique réussite au Québec.

Des voix: Bravo!

M. Bouchard (Roberval): Et, monsieur le Président, pour ne pas parler de l'annonce de 300 millions de dollars pour l'Agence spatiale du Canada, située à Saint-Hubert... Mais le leader de l'opposition doit savoir que même malgré son impatience, les gouvernements doivent travailler à l'intérieur des règles. Et les règles prévoient que les compagnies qui acquièrent une autre compagnie canadienne doivent faire une demande officielle à Investissement Canada. Je lui dis que lorsque la demande officielle sera faite, que le plan d'affaires de la compagnie sera soumis, l'on sera alors en mesure de façon cohérente et logique de traiter de la question. D'ici ce temps-là, on peut faire peur au monde comme vous avez l'habitude de le faire, mais ce n'est pas de cette façon que l'on règle les problèmes, monsieur le Président.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je suis content de pouvoir répondre à l'honorable ministre que lorsque le secteur privé a laissé tomber la de Havilland et la Canadair alors que j'étais président du Conseil du Trésor, c'est à ce moment-là que nous avons été obligés de les reprendre.

• (1420)

[Traduction]

Et maintenant, la même chose est sur le point de se produire. Le secteur privé va prendre le meilleur de ces entreprises, puis il les abandonnera et le gouvernement fédéral devra en reprendre le contrôle. Je pense qu'il est ridicule de la part du ministre de dire aujourd'hui aux Canadiens que les gouvernements français et italien vont maintenir au Canada ces emplois dans le domaine de la haute technologie.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, nous savons que l'ancien gouvernement a pris le contrôle d'un grand nombre de sociétés canadiennes, et les Canadiens n'ignorent pas les répercussions catastrophiques que cela a pu avoir. Ils se rappellent fort bien. Nous